



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Direction mutualisée des moyens généraux

ENTRE :

La Communauté d'agglomération du pays de LANDERNEAU-DAOULAS, représentée par le président, Monsieur Patrick LECLERC, ou son représentant, Monsieur Bernard GOALEC, vice-président délégué, dûment habilité à signer par délibération du 9 décembre 2022,
Ci-après dénommée : la Communauté
d'une part,

ET

La Ville de LANDERNEAU, représentée par le maire, monsieur Patrick LECLERC, dûment habilité à signer par délibération du 16 décembre 2022
Ci-après dénommée : la Ville
d'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, notamment les articles 61 à 63,
Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

PREAMBULE :

Dans un objectif partagé de mutualisation des moyens, de mise en commun des compétences de leurs agents et de leurs services et de maîtrise des coûts, la Communauté et la Ville souhaitent développer un travail collaboratif.

Un Directeur / Directrice mutualisé(e) des moyens généraux a été recruté(e) dans cet objectif.

En application de l'article L.5211-4-2 du code général des collectivités territoriales, qui confie la gestion des services communs à l'EPCI, ce poste relève de l'établissement de coopération intercommunale à fiscalité propre, qui le mettra à disposition de la Ville à hauteur de 50 % de son temps de travail.

Aussi, il est convenu des dispositions suivantes :

Article 1 : Objet de la convention

Cette convention définit les conditions d'intervention de la direction mutualisée des moyens généraux de la Communauté à destination de la Ville pour la réalisation des missions de direction de moyens généraux relevant de cette dernière.

Article 2 : Nature de l'intervention

Au regard de sa fiche d'emploi, le Directeur / Directrice mutualisé(e) des moyens généraux, membre de l'équipe de direction, contribuera à la définition des enjeux stratégiques et opérationnels de la Ville et assurera le traitement de l'ensemble des dossiers relevant de son champs d'intervention.

Il/elle participera aux différentes instances décisionnelles et fonctionnelles instaurées par la Ville.

Article 3 : Modalités d'intervention

Pour la réalisation des dispositions de l'article 2 ci-dessus énoncé, le Directeur / Directrice mutualisé(e) des moyens généraux interviendra pour la Ville à hauteur de **803,5 heures**, correspondant à hauteur de 50 % de son temps de travail.

Lors de ces interventions, le Directeur / Directrice mutualisé(e) des moyens généraux sera placé(e) sous l'autorité fonctionnelle du directeur général des services de la Ville.

Le lieu de travail sera situé au centre Théo Le borgne, rue du docteur Pouliquen, à Landerneau.

Article 4 : Modalités financières :

Le tarif retenu pour le calcul de l'intervention du Directeur / Directrice mutualisé(e) des moyens généraux sera basé sur l'ensemble des éléments constituant les charges supportées par la Communauté : son salaire avec charges et notamment sa rémunération statutaire, son régime indemnitaire, ainsi que ses frais de formation et les charges de structure.

Le montant à la charge de la Ville sera payé par celle-ci sur facturation mensuelle et sur présentation d'un titre émis par la Communauté établi à partir de 50 % du temps de travail de l'agent concerné.

Article 5 : Concertation et Evaluation

Au tant que de besoin, les parties conviennent de se rencontrer pour échanger sur les conditions d'application de la présente convention.

Article 6 : Durée

A compter du 16 décembre 2022, la convention de mise à disposition est établie pour une durée de 3 ans, renouvelable expressément.

Article 7 : Litiges

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable toute difficulté résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention.

En cas de désaccord persistant, le différend est soumis au tribunal administratif de Rennes.

Convention établie en cinq exemplaires originaux.

Fait à Landerneau le 30/12/2022,

**Pour la COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DU PAYS
DE
LANDERNEAU-DAOULAS**

Pour la VILLE DE LANDERNEAU

**P/Le président,
Le vice-président délégué,
Bernard GOALEC**

**Le maire,
Patrick LECLERC**